

Veille sur l'actualité : octobre 2022 à janvier 2023

Les principales informations retenues sont liées au conflit ukrainien et aux affrontements en Afrique, auxquelles s'ajoutent quelques nouvelles techniques.

Conflit en Ukraine et réactions des pays occidentaux

Il ressort des articles de presse :

- Des succès des contre-offensives ukrainiennes : notamment la reprise de la ville de Lyman dans le Donetsk, le 2 octobre, et le retrait de Kherson, annoncé le 9 novembre, des forces russes qui ont entrepris la construction de fortifications sur la rive gauche du Dniepr. Sans oublier l'endommagement symbolique du pont de Crimée début octobre ;
- Des frappes russes systématiques d'infrastructures civiles ukrainiennes, en particulier énergétiques, par des missiles ou des drones livrés par l'Iran. Alors que les Ukrainiens visent plutôt des dépôts de munitions, des centres logistiques, des voies de communication, avec des lance-roquettes fournis par les occidentaux ;
- Une stabilisation du front à la suite des succès ukrainiens, avec des combats meurtriers dans le Donbass où sont signalés l'intervention des mercenaires du groupe Wagner et l'arrivée de renforts issus de la mobilisation de 300 000 réservistes russes qui a été annoncée.

De nombreux commentateurs estiment que le conflit est appelé à durer, sans se prononcer sur son issue.

L'aide occidentale à l'Ukraine s'est poursuivie avec des fournitures de canons et de munitions, de lance-roquettes (il est cité des portées jusqu'à 80 km), de missiles notamment antiaériens déjà mentionnés au cours des mois précédents. Le débat qui a précédé les décisions fin janvier de livrer des chars lourds (en commençant par les Challenger anglais) après l'annonce de la fourniture de blindés légers (AMX-10 RC français, Bradley américains, Marder allemands) illustre le souci des pays de l'OTAN d'éviter un engagement trop offensif. Cette aide est complétée par une aide financière importante : 18 milliards d'euros annoncés par la Commission européenne en octobre, 67 milliards de dollars au total pour l'année 2022 votés en décembre aux Etats-Unis.

Un certain nombre de pays européens, de même que le Japon, ont prévu d'accroître leurs dépenses militaires, sans que les orientations associées convergent toujours. Ainsi :

- Alors que sont signalées en Allemagne des défaillances des véhicules blindés Puma, plus modernes que les Marder, le fonds de 100 milliards d'euros annoncé par ce pays devrait être largement utilisé pour acheter du matériel étranger, en particulier américain (missiles, hélicoptères, avions de chasse, avions de patrouille maritime...).
- La Pologne a annoncé qu'elle porterait en 2023 ses dépenses de défense de 2,4% à 3% de son PIB. Elle a commandé plus de 1 300 chars, notamment des Abrams américain et des K2 sud coréens.
- En France, le président de la République a annoncé une enveloppe de 413 milliards d'euros pour la prochaine loi de programmation militaire (2024-2030), à comparer à 300 milliards pour la précédente (2019-2025). Il a été cité notamment le renforcement de la dissuasion, l'augmentation de 60% des crédits consacrés au renseignement, un accroissement des capacités dans toutes les couches de la défense antiaérienne d'au moins 50%.

14 pays européens vont rejoindre l'Allemagne dans le projet de bouclier antiaérien et antimissile développé avec les Etats-Unis, la France se retrouvant isolée avec son système Mamba, conçu avec l'Italie. Par ailleurs, il a été annoncé le 23 novembre que la France, l'Allemagne et l'Espagne étaient parvenues à un accord pour le lancement de la prochaine phase de développement du système de combat aérien futur, le plus grand projet européen de défense au coût estimé à plus de 100 milliards d'euros.

Dépassant le domaine de la défense, les inquiétudes sur les approvisionnements énergétiques, qui ne sont que partiellement liées aux restrictions d'échanges avec la Russie, font apparaître une interdépendance mais aussi des différences d'intérêt ou d'appréciation entre les différents pays occidentaux, notamment en ce qui concerne l'avenir du nucléaire.

Affrontements ailleurs dans le monde

Il est signalé des désordres en Afrique où, après avoir fini de quitter le Mali (en août) et la République centrafricaine (en décembre), les troupes françaises semblent appelées à se retirer du Burkina Faso à la suite de déclarations gouvernementales en janvier 2023, qui font suite à un nouveau coup d'Etat militaire le 1er octobre, quelques mois après le précédent, en date de janvier 2022. Il est mentionné à ce propos des campagnes antifrançaises suscitées par la Russie et le recours au groupe Wagner par les nouveaux dirigeants.

Des massacres ont eu lieu en Somalie le 29 octobre (explosion de deux voitures piégées, attentat attribué à un groupe djihadiste) et en République démocratique du Congo fin novembre (par un groupe qui, selon certains pays, serait soutenu par le Rwanda). Plus près de nous, entre septembre et novembre, des militaires azerbaïdjanais et turcs ont attaqué des villages arméniens dans le Haut-Karabakh et des crimes de guerre sont dénoncés. Dans chacun de ces trois cas, la presse mentionne plus de cent victimes.

Evénements et projets technologiques

L'Union européenne a annoncé en novembre le lancement du projet de constellation de satellites Iris, destinée à fournir à partir de 2027 aux États membres des connexions sécurisées, notamment à usage militaire et Internet, en particulier en cas de défaillance des infrastructures terrestres. Le coût est estimé à 6 milliards d'euros, dont un peu plus de la moitié serait financé par l'Union et l'Agence spatiale européenne, le reste par des acteurs privés.

En décembre, le constructeur américain Northrop Grumman a dévoilé le bombardier stratégique furtif B-21 Raider, qui peut opérer sans équipage, destiné à remplacer progressivement les B-1 et B-2 en service.

La Russie a annoncé en janvier l'arrivée en Ukraine de drones terrestres Marker, équipés de catalogues d'images cibles, capables grâce à l'intelligence artificielle de détecter et d'attaquer de manière autonome des chars adverses.

Diverses avancées dans le domaine de l'électronique et de l'informatique sont également à suivre parce qu'elles ne peuvent manquer d'affecter, entre autres, les technologies de défense : progrès de l'intelligence artificielle (capacités de production de texte du logiciel Chat GPT), développement d'univers virtuels (initiative de la Fondation Linux pour préparer ensemble, en source ouverte « le terrain pour les progrès à venir dans la construction de mondes immersifs, globaux et évolutifs ») ou encore mise au point de matériaux qui pourraient permettre de dépasser les limites de croissance décrites par la « loi de Moore » (cristaux constitués d'une seule couche d'atomes développés par des chercheurs du MIT, Institut de technologie du Massachusetts).

Commentaires du comité

Une fois de plus il ressort l'importance de la communication et des affrontements d'idées qui se traduisent finalement par des actes, qu'il s'agisse des attaques contre l'influence française en Afrique ou de la volonté occidentale de soutenir l'Ukraine dans un conflit qui se prolonge. Dans le deuxième cas, le comité a particulièrement noté le discours russe qui se présente comme agressé par l'Alliance atlantique : comment réagir face à des affirmations qui contredisent formellement notre perception sans tomber dans les excès d'une assurance infondée ou d'un manque de compréhension de la mentalité des autres ? Plus généralement, en pensant aussi à l'attitude de la Chine, quelle voie suivre entre la défense de valeurs que nous considérons comme universelles et la reconnaissance de modes de pensées différents ? La réponse à ces questions constitue sans doute un préalable pour contribuer à la paix du monde à venir.

Jacques Bongrand, président du comité Défense d'IESF, 06 02 23